

## LES RIVALITES ETHNIQUES

Contrairement aux craintes des colons britanniques, le président Jomo Kenyatta se montra modéré, pro-occidental et progressiste. La structure foncière ne fut pas radicalement modifiée. Les terres rachetées aux Européens furent redistribuées selon des critères tribaux et une élite kenyane, en majorité formée par les Kikuyu, se constitua. La stabilité politique, due à l'hégémonie de la KANU, parti unique à partir de 1969, attira d'importants investissements étrangers. Une nouvelle zone industrielle fut créée près de Thika, et le centre de Nairobi fut modernisé. L'industrie du tourisme, reposant sur les grandes réserves nationales d'animaux sauvages, se développa rapidement et devint une ressource de revenus importante. Sous la présidence de Jomo Kenyatta, la politique du KANU fut marquée par un fort nationalisme kikuyu. Pendant les années 1960 et 1970, de nombreux Kikuyus, encouragés et aidés par le président Kenyatta, un Kikuyu lui aussi, achetèrent les terres des anciens colons et, quittant la province du Centre surpeuplée, s'installèrent dans la région de la Vallée du Rift. Le prestige de Jomo Kenyatta, nommé le Mzee («le Vieux»), resta intact jusqu'à sa mort survenue le 22 août 1978.



Le 10 Octobre 1978, Daniel Arap Moi est nommé président de la République

Le 10 Octobre 1978, Daniel Arap Moi est nommé président de la République

L'arrivée au pouvoir du vice-président Daniel arap Moi, un Kalenjin, ne se fit pas sans tensions au sein de l'appareil d'État. Tout comme Kenyatta l'avait fait pour son ethnie kikuyu, le président Moi utilisa son pouvoir pour faire bénéficier les Kalenjin d'avantages

totallement disproportionnés. Des Kalenjin, ainsi d'ailleurs que des Maasai, leur alliés, furent nommés à des postes clé de l'administration locale et nationale. Le président Moi renforça son autorité, en juin 1982, en consacrant dans des textes juridiques le multipartisme. Deux mois plus tard, des unités de l'armée de l'air tentèrent de le chasser, mais elles furent repoussées par des troupes loyalistes. Les tensions sociales suscitées par la crise économique et l'accroissement démographique ne cessèrent de s'exacerber durant toute la décennie, alors même que le régime réprimait toute opposition et répondait aux aspirations démocratiques des manifestants par la violence.



Mwai Kibaki et Nicholas Biwott devant la dépouille de Robert Ouko

En 1990, l'assassinat du ministre des Affaires étrangères, Robert Ouko, un Luo, fut à l'origine de violents affrontements intercommunautaires. L'année suivante fut marquée par la création du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD) dont les appels à la libéralisation du régime furent entendus par la

communauté internationale. Le FORD, favorable au multipartisme, était dominé par les Kikuyu, les Luo et, dans une moindre mesure, les Luyia. Le gel de l'aide financière contraignit Daniel arap Moi à accepter le multipartisme, tout en aiguissant les rivalités ethniques. Moi, pour sa part, affirma que les appels au multipartisme n'étaient rien d'autre qu'un mouvement anti-Kalenjin et tira profit des craintes que le retour au pouvoir des Kikuyu, économiquement dominants, provoquait au sein des minorités ethniques. Les partis d'opposition furent néanmoins reconnus. Malgré la politique menée par le pouvoir qui, dès le milieu des années quatre-vingt, avait attisé les rivalités entre communautés dans la Rift Valley, et les effets sociaux négatifs des mesures d'ajustement économiques, Daniel arap Moi fut réélu en 1992 lors des premières élections libres.